Echange de vues avec le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe

Notes pour le discours

M. Gerhard ERMISCHER, Président de la Conférence des OING

Strasbourg, le 9 février 2022

Comme vous le savez tous, la Conférence des OING a fait l'objet d'un processus de réforme fondamentale qui a culminé avec les élections de fin avril 2021, au cours desquelles nous avons obtenu non seulement un nouveau Comité permanent et un nouveau Président, mais aussi une nouvelle structure plus légère.

Parallèlement au débat sur la réforme de la Conférence, le Conseil de l'Europe a lancé une évaluation de la Conférence des OING, qui a été finalisée à peu près au moment où nous avons adopté notre nouveau règlement intérieur. Bien que nous n'ayons pas pu profiter directement de cette évaluation au cours du débat, le processus a contribué à façonner la réforme qui correspond parfaitement aux résultats de l'évaluation - que nous avons pris comme ligne directrice pour mettre en œuvre nos nouvelles structures après les élections d'avril dernier.

Nous avons dû gérer la phase finale du débat sur le nouveau règlement intérieur dès la première année de la crise pandémique - et mettre en œuvre la réforme dès la deuxième année. Cela n'a pas eu que des inconvénients. L'utilisation améliorée des médias en ligne nous a rendus plus inclusifs, a permis à nos nouvelles commissions spécialisées de se réunir régulièrement et de travailler efficacement, et la commission permanente s'est installée dans sa routine de réunions mensuelles et de réunions ad hoc supplémentaires en groupes plus restreints pour faire face aux défis réels.

Mais cela signifie également qu'il y a des membres du Comité permanent avec lesquels j'ai travaillé si étroitement au cours des 10 derniers mois - et que je n'ai pas rencontré physiquement une seule fois. Il en va de même pour nos comités, nos représentants aux comités directeurs intergouvernementaux, aux accords partiels, aux organes du CdE ou aux conventions du CdE. Autant nous profitons d'une communication en ligne plus intensive, autant nous souffrons du manque de réunions physiques - et nous sommes maintenant dans une situation où les réunions en face à face sont désespérément nécessaires. Il y a tout simplement des limites à la communication en ligne.

Je suis donc très heureux d'être parmi vous aujourd'hui, je suis heureux d'avoir pu rencontrer en personne un certain nombre d'ambassadeurs ici à Strasbourg et je vais poursuivre ma tournée des ambassadeurs. Dans la mesure où les restrictions de la Corona le permettaient, j'ai également organisé des réunions avec des représentants d'organisations membres et de nouvelles OING potentielles.

En donnant vie à la réforme de la Conférence, nous avons accompli beaucoup de choses, mais il reste aussi beaucoup à faire. Et cela ne repose pas uniquement sur nous, car nous avons également besoin du soutien du Conseil de l'Europe, ce qui a été clairement souligné dans le rapport d'évaluation : le manque de fonds et de ressources pour la Conférence d'une part, mais aussi la création d'une déclaration de mission qui décrit clairement le rôle de la Conférence au sein du Conseil de l'Europe. En créant et en adoptant notre stratégie triennale, nous avons déjà fait un pas dans cette direction, et nous continuons à le faire avec le travail sur notre stratégie de communication ou notre plan d'action. Nous voulons faire partie de ce processus, qui est mené par la Secrétaire Générale et son Cabinet, car il est clair que cela sera de la plus haute importance pour notre avenir.

Cela m'amène également à parler du processus d'Helsinki. Nous contribuons à ce processus. Nous avons participé aux échanges qui se sont tenus dans le cadre du GR-Dem, du GR-H et du GR-J. Mais je dois répéter ici ce que j'ai déjà dit dans les groupes de rapporteurs : ce dialogue doit devenir plus ouvert et plus transparent. Même pour les membres de la Conférence des OING, le Conseil de l'Europe et surtout le Comité des Ministres apparaissent comme une boîte noire. Nous avons commencé à tirer un peu la couverture à nous, en invitant les présidents des groupes de rapporteurs à notre dernière Assemblée générale, pour expliquer le processus d'Helsinki à nos membres, mais tout se passe derrière des portes fermées. Et pour les ONG et les citoyens qui ne font pas partie de la Conférence, cela semble encore plus fermé et secret.

Nous avons déjà partagé des suggestions sur la façon d'ouvrir le processus, comme la diffusion en direct, permettant au moins un débat modéré par le biais de questions écrites, par exemple dans une fonction de chat. Bien entendu, nous souhaiterions également que la Conférence joue un rôle plus proactif dans la préparation des événements. Nous comprenons que nous ne sommes pas en mesure de prendre des décisions, mais nous pourrions être davantage mis à contribution dans une fonction de conseil. Et cela vaut bien sûr non seulement pour les prochaines réunions des groupes de rapporteurs avec la société civile, mais aussi pour l'échange annuel prévu entre le secrétaire général et la société civile.

A ce stade, je pourrais également mentionner notre propre contribution à la promotion du Conseil de l'Europe et de ses instruments. La publication de notre Conseil d'experts sur la recommandation 2007(14) du Comité des Ministres donne un aperçu de la situation dans toute l'Europe, couvrant les 47 Etats membres plus le Belarus et le Kosovo[1]. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une étude scientifique, mais d'une étude basée sur les réponses recueillies par les ONG, elle donne des indications précieuses et aide les organisations de la société civile à travailler avec la recommandation.

Dans le cadre du suivi de la révision du Code de bonnes pratiques pour la participation des citoyens au processus décisionnel, nous avons mis en place la plate-forme BePart, en collaboration avec le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux et le Département de la démocratie et de la gouvernance. Nous sommes en train de collecter des exemples de bonnes pratiques de toute l'Europe, de les examiner des deux côtés, de la société civile et du gouvernement, et de préparer le lancement de cette plateforme comme un outil vivant pour aider les deux parties à créer de bons processus participatifs.

Nous contribuons à la création du Manuel du Secrétaire Général pour la société civile afin de mieux interagir avec le Conseil de l'Europe. Et nous avons participé au lancement de la

[1] * Toute référence au Kosovo, que ce soit le territoire, les institutions ou la population, doit se comprendre en pleine conformité avec la Résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations Unies et sans préjuger du statut du Kosovo.

campagne CURE, une initiative de la société civile visant à renforcer les valeurs du Conseil de l'Europe et à inciter les organisations de la société civile à coopérer avec le Conseil de l'Europe.

La crise de la pandémie a mis un terme à nos visites de pays au cours des deux dernières années, mais cette année nous allons reprendre les visites et la première approche rapidement en Finlande. Cette visite est essentiellement prévue comme une tournée de publicité pour le Conseil de l'Europe et la Conférence des OING car nous constatons qu'il y a beaucoup d'ONG très actives en Finlande (et dans toute la Scandinavie) qui ne savent pratiquement rien du Conseil de l'Europe et encore moins de la Conférence. Nous constatons également qu'il existe des formes très reconnues de participation de la société civile auprès du Parlement finlandais lorsqu'il s'agit de l'UE ou de l'ONU, mais moins pour le Conseil de l'Europe. C'est pourquoi nous avons décidé d'essayer un nouveau format pour cette visite afin de réunir des ONG, des citoyens, des parlementaires et des représentants de la Conférence des OING pour discuter du potentiel du Conseil de l'Europe et de la manière de renforcer la coopération avec la Conférence des OING.

Nous avons également prévu des visites en Bosnie-Herzégovine et au Portugal. La première se concentrera sur le renforcement de la contribution de la société civile à la construction d'une démocratie résiliente, des droits de l'homme et de l'état de droit. Le Portugal était déjà prévu avant la crise pandémique, mais il semble être un endroit idéal pour examiner les conséquences de la crise pandémique, les mesures d'urgence qui ont dû être prises et les conséquences à long terme auxquelles nous serons confrontés - Long Covid pour la société civile et plus généralement pour la démocratie.

Le fait que la démocratie soit mise à mal même en Europe est un fait que nous déplorons depuis un certain temps déjà. Cela fait des années que nous parlons du rétrécissement de l'espace civil au sein du Conseil de l'Europe. Et pendant tout ce temps, cet espace n'a cessé de se rétrécir. Et ce n'est pas seulement une conséquence de la crise, qu'il s'agisse de la crise sécuritaire ou de la crise pandémique. Il y a un affaiblissement systématique des structures démocratiques et de la société civile à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe. Nous avons donc décidé de consacrer notre prochain événement pour la Journée mondiale des ONG à ce thème.

Nous avons décidé de suivre notre exemple de l'année dernière et d'organiser un webinaire sur un thème brûlant de notre époque. Nous avons communiqué étroitement avec Marcis Skadmanis, fondateur de la Journée mondiale des ONG, qui sera présent à notre événement - le seul auquel il participera cette année, car plus de 500 événements dans le monde entier seraient tout simplement trop nombreux à couvrir. Je suis également très reconnaissant à l'ambassadeur Mårten Ehnberg de prononcer un discours d'ouverture.

Nous aurons un groupe restreint mais sélectionné d'orateurs de Memorial, du Comité d'Helsinki, sur le cas de Kavala comme cas d'école de la société civile en détresse. Ces cas exemplaires sont bien connus et le Conseil de l'Europe ainsi que la Cour européenne des droits de l'homme s'en occupent. Ce sont des cas d'école qui servent d'exemples, mais nous voulons avoir un débat vivant et ouvert avec des participants, non seulement de nos propres institutions mais aussi de la société civile dans son ensemble, et nous cherchons aussi des réponses et des solutions, pas seulement des questions et des problèmes.

Cela me donne également l'occasion de transmettre notre propre position sur cette situation pénible. Nous comprenons que le Conseil de l'Europe est une organisation intergouvernementale et que le Comité des Ministres, qui siège ici avec les ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires, agit dans le plus grand art de la diplomatie. Mais en tant

que voix de la société civile au sein du Conseil de l'Europe, il est de notre devoir, et du mien aujourd'hui, de vous rappeler que le Conseil de l'Europe est une organisation fondée sur des valeurs qui est devenue paneuropéenne grâce à l'adhésion de 47 pays, qui se sont engagés à respecter les valeurs de la démocratie et des droits de l'homme, à améliorer constamment la démocratie et les droits de l'homme dans leur pays et à adhérer aux procédures de la Cour des droits de l'homme en tant que défenseur ultime de ces droits et valeurs.

Cette organisation doit défendre ses valeurs, c'est ce que les citoyens européens attendent d'elle. Dans toutes les communications que j'ai eues avec des représentants d'ONG, des membres de la Conférence et non, c'est le point principal qui a été soulevé : si le Conseil de l'Europe est connu, c'est comme l'organisation fondamentale des droits de l'homme dans laquelle les gens mettent leur confiance pour défendre les valeurs qu'elle défend et pour lesquelles tant de gens se battent dans leurs pays contre vents et marées. C'est le devoir ultime du Comité des Ministres, l'organe directeur du Conseil de l'Europe et le gardien des conclusions de sa Cour des droits de l'homme. C'est ce message que nous diffusons à travers la Conférence et lors de nos visites dans les pays, lorsque nous faisons la promotion du Conseil de l'Europe et défendons ses valeurs.